

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

6 MARS AU 19 MARS 1980

Directeur Politique : Bertrand RENOUVIN

10ème année - N° 311 - 4,50 F

**barre profite...
la france maigrit**



M 2242-311-4,5 F

quand nos lecteurs prennent la parole

SUR L'AFRIQUE AUSTRALE

L'article publié dans le numéro 308 de Royaliste et consacré aux problèmes posés par la décolonisation de la Rhodésie appelle les observations suivantes.

L'accord intervenu entre le gouvernement d'Abel Muzorewa et le Front patriotique constitue un incontestable succès pour la diplomatie britannique.

Le futur Zimbabwe aura des dirigeants élus démocratiquement par l'ensemble de la population, son accession à l'indépendance devant se faire d'une manière pacifique, chaque partie s'étant engagée à respecter le verdict populaire.

En outre la constitution du nouvel Etat garantit les droits et reconnaît à la minorité blanche une représentation spécifique (20% des sièges au Parlement).

Si la paix est en bonne voie en Rhodésie il en va tout autrement en Afrique du Sud. Les dirigeants de ce pays pratiquent depuis 1948 une politique d'apartheid qui constitue une violation permanente des droits de l'homme.

De plus cette politique ne peut aboutir à terme qu'à un suicide politique de la minorité blanche.

Ne pensez-vous pas que la paix et la défense des droits de l'homme nécessitent des changements radicaux : abolition de toute ségrégation raciale, égalité des droits pour tous les citoyens, accession de la majorité non blanche (noirs, métis, indiens, etc.) à l'exercice du pouvoir ?

L'aveuglement des dirigeants actuels risquent d'annoncer une coupure totale entre les diverses communautés et à plus long terme une véritable guerre civile.

A.Q. (Val d'Oise)

LA VIOLENCE ILLEGITIME

Dans le numéro 309, Mme M.L. proteste avec raison contre la hargne de mon confrère J.P.D. reprochant une certaine faiblesse à Gérard Leclerc dans son article sur l'avortement.

Mais Mme M.L. tombe dans la violence mimétique en attaquant personnellement J.P.D.

Je vais essayer de crier la vérité, sans violence, ce qui est difficile.

Les médecins n'oublient pas qu'il faut être deux pour faire un enfant, et les géniteurs sont les premiers responsables de la détresse définie par la loi Veil.

Cependant, et René Girard a parfaitement raison de l'écrire, la sexualité est violence et il faut tout l'amour d'un couple pour sublimer cette violence en l'incarnant dans l'enfant à naître.

Car les jeux de l'amour ne sont pas innocents quand ils provoquent la mort de centaines de milliers d'innocents. Il faut être singulièrement aveugle et incohérent pour déplorer les victimes des guerres et accepter d'un cœur léger les victimes de l'avortement.

Oui, toute violence est illégitime et je suis profondément reconnaissant à René Girard de nous avoir réappris à lire l'ancien et le nouveau Testaments et d'avoir mis en lumière les exigences radicales de l'amour de Dieu et du prochain enseignées par le Christ.

Prions pour les enfants victimes de l'avortement, pour leurs mères et leurs frères, mais par pitié, plus jamais de victimes émissaires par centaines de milliers.

Dr D.S.

L'AVORTEMENT ET RIEN D'AUTRE ?

Bien que le courrier sur l'avortement soit abondant j'ajoute ces quelques lignes qui j'espère enrichiront le débat plus qu'elles ne choqueront.

Abandonnons des attitudes hypocrites qui acculent à des solutions extrêmes et à des espoirs déçus. Il y a dix ans la « pilule » ayant percé une chappe de plomb idéologique, parut être la solution définitive. Faute d'une éducation adéquate, les problèmes qui devaient être résolus doivent trouver une solution par l'avortement. Dans dix ans nous aurons le même gâchis parce que nous sommes arrivés à l'avortement ces temps-ci comme à la pilule il y a dix ans.

On débat de l'avortement comme si l'aboutissement de la relation sexuelle ne pouvait être que cela ou la naissance. C'est faire semblant d'oublier la fonction plaisir que l'on pratique chaque jour et dont les adultes n'osent parler alors que n'importe quel élève de C.E.S. sait de quoi il retourne même s'il ne l'a pas fait.

Nous royalistes qui avons récupéré la révolte de mai 68 (voir dans « Un autre Maurras » de Gérard Leclerc, le sens de ce verbe), admettons que la femme s'épanouisse, que les rapports hommes-femmes soient plus imprégnés de compréhension, de respect et de justice, rejetant par là même les luttes entre cléricats et phalocrates nées d'un type de société comme cela était fort bien écrit dans le numéro 274 de Royaliste. Respectons la vie et l'individu de la conception à la mort comme toutes les morales l'enseignent quelque soit son âge.

Une solution pourrait s'amorcer selon deux axes. Premièrement pour éviter cette querelle byzantine sur la destruction de la conception il suffit d'empêcher celle-ci en maîtrisant là encore la nature sans la bouleverser. Pourquoi seule la femme aurait la « charge de la pilule », que les laboratoires cherchent vraiment une solution complémentaire du côté masculin. Cela fait partie de l'harmonie du couple, du mieux-être de la femme et des nouveaux rapports qui doivent exister entre hommes et femmes. La probabilité « d'accidents » avec les deux contraceptions conjuguées serait infime.

Deuxièmement, la proposition exposée dès les présidentielles de 74 par B. Renouvin qui serait de créer les conditions de vie matérielles et morales pour la famille permettant l'acceptation de l'enfant imprévu.

Ainsi l'avortement qui a toujours existé et qui paraît-il, existera toujours, deviendrait tolérable parce que rare et vraiment réservé aux cas extrêmes.

E.V. (Seine Maritime)

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Téléphone : 297-42-57
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

* Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

* Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Yvan AUMONT.

Imprimé en France - Diffusion - N.M.P.P. - Numéro de commission paritaire : 51 700.

ROYALISTE

CAHIERS TRIMESTRIELS · N°8 · FEVRIER 80 · 10F

quelques
idées neuves
pour la
monarchie.

Le numéro 8 porte sur la monarchie, avec des textes de Léo Hamon, Philippe Vimeux, Gérard Leclerc, Arnaud Fabre, Michel del Castillo et Michel Giraud.

En document historique : « Alger 42 » par Pierre de Bérard.

ETES-VOUS ABONNÉ A ROYALISTE CAHIERS TRIMESTRIELS ? UN AN (4 NUMÉROS) : 35 F (soutien : 50 F)
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris.

rouen : espérance en le campus



Dans plusieurs universités dont celles d'Angers, Nantes ou Tolhiac à Paris, et encore bien que plus modestement à Nice et dans d'autres grandes villes, la lutte contre les expulsions d'étudiants étrangers, conséquence de circulaires gouvernementales récentes, ne s'est pas fait attendre. Mais à Rouen, on a pu constater que ce combat a revêtu un aspect tout à fait différent.

Tout a commencé à la session d'examen de septembre 79 où sept étudiants marocains de Sciences économiques ont été accusés d'avoir fraudé. Au mois de décembre le conseil de discipline réuni pour la circonstance, les acquitte faute de preuve.

Malheureusement l'affaire ne s'arrête pas là, le président de l'université faisant appel de cette décision devant le conseil supérieur des universités. Résultat : le jury d'examen refuse de délibérer ce qui fait que ces étudiants ne savent toujours pas en quelle année s'inscrire, risquant de perdre leur bourse et de tomber sous le coup d'une expulsion purement arbitraire. Face à cela ils sont donc amenés à entamer une grève de la faim à partir du 4 février, soutenus par les étudiants du campus qui décident en même temps une grève générale et une occupation de la Fac de Droit.

A partir de ce moment là on aurait pu craindre que le conflit ne s'enterre dans l'habituelle routine engendrée généralement par les luttes universitaires; routine d'ailleurs trop souvent entretenue par les syndicats soucieux de rester maîtres de la situation.

A Rouen rien de tout cela, pour plusieurs raisons.

D'abord il est rare qu'un conflit parte d'une fac de Droit et dans une telle situation les schémas habituels de lutte ont du mal à s'appliquer. On a ainsi pu constater que les étudiants en grève ont sans cesse tenu à ce que les syndicats ne fassent pas de surenchère par rapport aux revendications exclusivement estudiantines.

D'ailleurs, pendant les deux manifestations qui se sont déroulées dans Rouen, aucune banderole d'ordre politique ou syndical n'a été exhibée. D'autre part, la

lutte n'a pas seulement pris la forme d'une grève mais aussi celle d'un combat juridique mené par les deux conseils (étudiants en 3e année de Droit) des marocains. La clairvoyance de ces deux «individus» a sûrement été pour moitié à l'origine du succès de ce conflit. Enfin il faut souligner l'étonnante hétérogénéité des étudiants qui luttent contre le racisme : ressortissants d'Afrique noire et d'Afrique du Nord, militants du P.C., du P.S., de la L.C.R., cotoyaient des membres de la communauté chrétienne universitaire, de la Fédération anarchiste ou de la N.A.R. En revanche les syndicats d'enseignants étaient absents à l'appel ainsi que, bien évidemment, les quelques éléments du campus irrémédiablement racistes.

Tout cela a fait que le président de l'université a retiré son appel (fait unique) et donné cer-

taines garanties quant à l'avenir des étudiants marocains. Que restera-t-il de ce conflit après les vacances de février et le couscous monstre organisé par les Marocains en guise de remerciement ? Il en demeurera l'idée selon laquelle des individus peuvent se battre sur un campus pour des causes qui leur semblent justes, en dehors du spectre de la mauvaise récupération partisane.

Dernière image en forme de symbole de ce conflit : un militant de la N.A.R. avait eu une roue de sa voiture crevée par certains n'appréciant pas son état de gréviste. Il a été indemnisé par les Marocains. Bel exemple de solidarité. Tant qu'une telle ambiance règnera, les Dupont Lajoie de l'Etat Giscard auront du mal à faire avaler leur pilule raciste.

Philippe HARANG

printemps nantais

JEUDI 14 FÉVRIER.

Quittant le Lycée et même le C.E.S., les écoliers révoltés sont descendus dans la rue. De l'école, ils en ont assez. Trop loin de la vie ! «Beullac ça suffit». Un monde sans espoir, la haine, l'injustice, les «expulsions d'étrangers», voilà ce qui a déclenché. Ils étaient 4000 à défiler cet après-midi au centre ville et de 17 à 19 heures, le reste de la manif s'est effiloché, bloquant la circulation (particulièrement celle des bus, dans tout le centre ville), impuissants à prononcer les mots, les slogans qu'il fallait : le chômage pour après, la guerre qu'on leur promet, leur écœurement devant les adultes automates et les pantins politiques.

Cet immense «ras le bol», les enseignants les laissent seuls pour l'exprimer : pourtant la FEN est toute puissante ...

mais le SNI est trop occupé par ses accords avec Beullac, et les état-majors parisiens sont en vacances d'hiver. «Paris skie» ! En tout cas pas un seul syndicat n'a le courage de prendre position : on les laisse aller tout seuls au casse-pipe, les gamins, spontanés, idéalistes et ils ramassent les injures, le racisme anti-jeunes : «cheveux longs», «petits cons», «t'as pas connu la guerre» lancés par les ouvriers blasés, «le monde du travail ne vous suivra pas» (Qui sait ?), les conseils du VRP qui les engage à ne pas s'en prendre à la circulation, s'ils veulent être «compris».

Ils étaient 4000 en ville, cet après-midi et avec leur petits poings, ils ont voulu faire ce que les adultes ne font pas ou ne savent plus faire, communiquer ...

M.F.B.

Quand la monarchie a un visage...

des royalistes aujourd'hui :
qui sont-ils ?

6 francs

A l'heure où le Prince parle, il était nécessaire pour les royalistes de faire le point.

Prix : 6 F - CCP Royaliste 18 104 06 N Paris.

lettre ouverte à monsieur christian bonnet ministre de l'interieur



« Plus jamais ça ! ... » (signé Christian Bonnet)

Monsieur le Ministre, je ne vous ferai pas l'injure de vous remettre en mémoire un certain nombre de textes mais pour la compréhension des lecteurs je me contenterais d'en donner l'esprit. En premier lieu la loi organique du 18 juin 1976 qui porta à 500 (au lieu de 100) le nombre de parrains nécessaires à la présentation d'un candidat à l'élection présidentielle. Outre des mesures concernant la représentativité des parrains et contraignant ceux-ci à apposer leur signature sur des formulaires imprimés par vos soins, cette loi reste muette sur la qualité des personnes à qui les formulaires en question doivent être remis.

En second lieu le Conseil constitutionnel, garant de la Constitution et « inspirateur des réformes » selon la formule consacrée, a quelque peu comblé ce silence en précisant que les formulaires seraient « tenus à la disposition des citoyens ».

Or, dans une circulaire n° 79.419 du 30 novembre 1979 vous avez indiqué aux préfets chargés de la distribution des formulaires aux citoyens qui en font la demande : « que ces formulaires sont à remettre aux élus désireux de patronner un candidat ». Sur ce

premier point nous aimerions avoir des explications. Si le titre de citoyen n'est devenu applicable qu'aux seuls élus dites le clairement. Nous pensions dans notre extrême naïveté qu'il s'appliquait à tous.

Vous indiquez d'autre part « qu'à l'heure actuelle aucun parrainage ne peut être pris en considération eu égard au délai qui doit encore s'écouler jusqu'à la prochaine élection présidentielle ». Aucun délai n'est indiqué dans aucun texte : ni dans la Constitution ni dans la loi organique, ni dans les décisions du Conseil constitutionnel. Cette seconde mesure tendrait à livrer la distribution des formulaires à votre seul arbitrage ce qui n'est pas sans nous inquiéter.

De plus la démocratie - en théorie - exige une certaine égalité des moyens. Or dans plusieurs préfectures depuis l'envoi des circulaires (octobre 77) les réactions ont été quelque peu embarrassées. En effet des préfets ont délivré les formulaires, d'autres ont répondu poliment qu'ils allaient être modifiés ou qu'il fallait attendre une décision du Conseil constitutionnel !!!

Nous ne pouvons imaginer un instant qu'il s'agit d'une sombre manœuvre qui aboutirait à bâillonner les petits mouvements et à réserver l'élection présidentielle aux seuls quatre grands partis. Nous reviendrions alors aux pratiques des républiques antérieures et retomberions dans les vices du système à deux degrés.

Toutefois Monsieur le Ministre, après la loi interdisant l'affichage sauvage, les coûts démentiels imposés lors des élections européennes, le silence quasi permanent des médias aux ordres sur les petites formations, les frais de plus en plus lourds pour faire vivre des journaux d'opinion (notamment institution d'une T.V.A.), vous voulez ajouter un barrage supplémentaire ! Aux dernières élections européennes les petites formations malgré la censure par l'argent n'ont-elles pas recueilli 10% des voix. Un Français sur dix ! Le considérez-vous comme un citoyen de seconde zone, lui et les millions d'autres qui se sont abstenus devant le spectacle navrant offert par les partis dits « responsables ».

S'il faut aller plus loin, évoquons la morale politique. Que diriez-vous si des partis de la majorité fournissaient à des candidats de gauche des parrains ou inversement si des candidats de gauche cautionnaient par notables interposés un candidat d'extrême droite dans le but de retirer des voix à l'adversaire ?

Ne pensez-vous pas que le peuple français est suffisamment majeur pour juger et pour éliminer par le suffrage les candidats « folkloriques ». La démocratie réelle a ceci d'implacable qu'elle fait confiance aux citoyens ... Mais sommes-nous encore réellement en démocratie ... là est la question.

François MOULIN

Depuis la crise de Cuba en 1962, les systèmes militaires soviétique et américain sont totalement asymétriques en Europe. Alors qu'en échange du désengagement soviétique à Cuba, Kennedy avait retiré les missiles américains d'Angleterre, d'Italie et de Turquie, les Soviétiques, depuis 1964-65, pointaient 400 à 500 engins SS 4 et SS 5 vers l'Europe occidentale. Ces engins compensaient leur imprécision relative par la puissance de leur charge (environ une demi-mégatone) ce qui supposait en cas d'attaque contre l'Europe une vitrification des territoires envahis ... annulant l'intérêt de cette invasion.

Mais un élément nouveau et dangereux est apparu avec la conclusion des accords SALT le 26 mai 1972 autorisant les deux super-grands à moderniser leur dispositif militaire. Depuis cette date l'U.R.S.S. a mis en place des SS 20 très précis qui tirant une ogive à 6000 kilomètres de distance peuvent atteindre la cible à 250 mètres près et peut-être même moins. Par la même occasion, ces engins peuvent se permettre de n'avoir qu'une faible charge et de détruire le dispositif militaire ennemi sans pour autant vitrifier le pays convoité.

Dans ces conditions, les pays européens - France et Grande Bretagne exceptées - n'ont le choix qu'entre une soumission discrète à Moscou - la fameuse finlandisation ou une inféodation sans limite à l'égard des Etats-Unis ... au risque de voir ceux-ci les laisser tomber au moment crucial comme de vulgaires Diem ou de vulgaires Thieu.

Restent la France et l'Angleterre qui ont une force nucléaire modeste mais conséquente. Encore faut-il que, dans le cas d'une attaque par surprise leurs missiles ne soient pas détruits. Cela, seule la mer le permet car un sous-marin nucléaire n'est pas détectable lorsqu'il est en plongée. Certains commentateurs superficiels - répondant au général Gallois (1), dans « Le Monde » notamment, ont affirmé que les tirs, depuis un bâtiment placé sur la mer et non sur la terre ferme, étaient trop imprécis pour assurer notre sécurité. C'est oublier deux facteurs qui contrebalancent cette imprécision : d'abord un sous-marin peut s'approcher jusqu'à 3000 kilomètres de l'Oural; une fusée américaine, elle, en est située à 12.000 kilomètres. Or, plus un tir est court, plus il est précis.

danger atlantisme !

A l'occasion de l'agression soviétique en Afghanistan, les atlantistes de tout poil -congressistes C.D.S. en tête- nous ont invités à nous blottir sous l'aile protectrice de l'Amérique. Cela prouve qu'ils ne comprennent pas -ou plus grave, ne veulent pas comprendre- les données de la guerre moderne.



Et de toute manière, nos missiles portent, dans le cadre de la stratégie anti-cités, des charges de deux à trois mégatonnes. Dans ces conditions une imprécision de l'ordre de deux à trois kilomètres ne nous empêchera pas de détruire 80 % du potentiel démographique, économique et militaire de l'U.R.S.S..

Encore faut-il que la France se décide à augmenter le nombre de ses sous-marins. Si elle avait quinze sous-marins nucléaires (au lieu de six actuellement) il lui faudrait employer 5.000 marins alors que nous avons 72.000 marins professionnels. Il paraît que cela est impossible d'après certains ! De qui se moque-t-on ?

En tout cas, il faudra bien se décider à augmenter la part de la marine dans le budget militaire. Car nous avons besoin aussi d'une marine classique pour protéger la route de nos approvisionnements pétroliers. En effet, si l'existence de forces nucléaires «sanctuarise» notre territoire national elle n'interdit pas à l'U.R.S.S. de pousser ses pions en Afrique et en Asie au prix d'engagements militaires limités. Limités car il ne faut pas inciter les puissances atomiques à appuyer sur le bouton. Limités aussi à la mesure de l'enjeu représenté par chaque pays.

Ainsi, en Afghanistan, l'U.R.S.S. est-elle intervenue pour éviter que l'anarchie engendrée par le coup d'Etat pro-soviétique de 1978 ne provoque par réaction l'apparition d'un Khomeiny afghan qui aurait pu entraîner de l'agitation dans les républiques musulmanes voisines. Elle a voulu

profiter de l'anarchie en Iran et de l'arrivée au pouvoir en Inde de Madame Gandhi pour isoler le Pakistan pro-américain. Enfin, elle a cherché à effectuer une manifestation de force à l'heure où l'affaire des otages de Téhéran humilie l'Amérique. Mais il a suffi que la tension internationale en soit accrue et qu'une guérilla s'organise pour qu'elle esquisse le geste de faire machine arrière.

C'est dire qu'à ces agressions limitées ne peut s'opposer que la résistance armée d'un peuple vigoureusement soutenu par ses alliances diplomatiques. Encore faut-il, pour que cette volonté de résistance existe, que la situation économique et sociale interne du pays visé soit acceptable. D'autre part, il est nécessaire que son potentiel d'armements classiques soit suffisant pour permettre à une guérilla de s'instaurer. C'est dans ces limites que les armes conventionnelles -totalement inutiles et inefficaces en Europe- peuvent être employées.

Dans le cadre de ses alliances avec les pays du Tiers-Monde, la France pourrait apporter à ses alliés une aide économique, une assistance militaire et un soutien diplomatique qui leur permettraient de s'opposer à une éventuelle agression et seraient sans doute plus efficace que la politique incohérente de l'hôte actuel de l'Elysée.

Michel TOURON

(1) Nous tenons au passage à remercier celui-ci pour les données techniques qu'il nous a fournies et sans lesquelles cet article n'aurait pas été écrit.

le canada éclaté ?



René Levesque

La trudeaumanie a encore frappé ! Peu de temps après son départ de la scène politique, voici réapparaître le play-boy canadien à la tête du deuxième pays du monde pour la superficie.

Lourde tâche. D'autant plus que Pierre-Elliott Trudeau doit sa réputation plus à ses mésaventures conjugales qu'à ses responsabilités gouvernementales passées. Mais la politique érigée en spectacle, telle qu'elle est conçue au nord du Rio Grande, ne doit pas nous faire oublier que, par cette élection, le Canada est entré dans la période où il va jouer purement et simplement son existence. Il ne faut évidemment pas s'attendre à des événements spectaculaires et immédiats, ce qu'il reste de traditions britanniques et le pragmatisme américain s'y opposent. Ce n'est d'ailleurs pas pour des raisons, strictement politiques que les conservateurs de Joe Clark ont été battus par les libéraux, mais parce que ces derniers s'engageaient à limiter l'augmentation des coûts de l'énergie. Trudeau lui-même n'a-t-il pas dit : « Le monde est trop mouvant pour nous lier par des promesses trop précises ».

C'est avec ce programme d'une simplicité désarmante, que le nouveau gouvernement va devoir résoudre des problèmes dont le moindre n'est pas la crise (pour ne pas dire la remise en cause) du système fédéral. Déjà les questions énergétiques, qui avaient fait tomber le gouvernement Clark en décembre, avaient montré que la solidarité est inexistante entre les différentes régions composant cet ensemble qui s'étend sur sept fuseaux horaires. Les conflits entre l'Alberta, producteur de pétrole, et l'Ontario qui en est fortement consommateur, ne révèlent qu'une partie des oppositions intérieures du Canada, il y a aussi l'Est, relativement pauvre, d'origine britannique et attaché au Common-

wealth et l'Ouest, dynamique et souhaitant rompre les liens avec Londres. Et entre les deux, le Québec et ses velléités séparatistes. On voit que le maestro Trudeau, partisan d'un pouvoir fédéral fort, aura bien du mal à obtenir des sons harmonieux de l'orchestre Canada.

Justement, le Québec : on a pu s'étonner que cette province, assez méfiante à l'égard du pouvoir central d'Ottawa, ait donné la plus forte majorité à un homme qui a toujours affirmé son hostilité à l'évolution actuelle des Québécois vers l'autodétermination. Néanmoins, le parti libéral a de fortes traditions dans la Belle Province, Trudeau est francophone et c'est à lui que l'on doit l'officialisation du bilinguisme. Ses adversaires conservateurs l'avaient pourtant accusé de vouloir fausser le référendum sur la souveraineté-association (qui aura lieu au mois de juin), en y prévoyant d'importantes manœuvres militaires; ce projet a été annulé, mais il est sûr que Trudeau fera tout pour s'opposer au «oui».

Depuis le Québec, qui veut vivre sa vie, jusqu'à la Colombie britannique qui parfois rêve d'indépendance, en passant par les provinces de la Prairie qui aspirent à être américaines, P.E. Trudeau, et après lui ses successeurs, auront beaucoup à faire pour maintenir l'unité d'un pays qui, d'ores et déjà est une annexe économique des U.S.A.

Le Canada a pour devise «A mari usque ad mare», ce qui veut dire : d'un océan à l'autre. Pour combien de temps ?

René ADRIERS

ENTRETIEN

Jean-Luc Marion, né en 1946, normalien et agrégé de philosophie, est assistant à l'Université Paris-Sorbonne depuis 1972. Il a publié une étude *Sur l'ontologie grise de Descartes* en 1975, un livre *L'idole et la distance* en 1977 et de nombreuses études d'histoire de la philosophie. Il collabore à la revue catholique *Communio* depuis sa fondation en France en 1975.

C'est au philosophe que nous avons demandé comment il voyait la situation politique, les enjeux nouveaux de civilisation et les tâches qui en découlaient. Sa réponse fait mieux apparaître les dimensions modernes du politique avec en surplomb la signification véritable des droits de l'homme défendus par les dissidents.

● **Royaliste** : Comment analysez-vous la situation politique actuelle ?

Jean-Luc Marion : Il faut bien voir en ce moment que la situation politique contemporaine est fondamentalement déterminée par l'expérience du nihilisme. Qu'est-ce que le nihilisme ? Nietzsche le définit comme le moment de la dévaluation de toutes les valeurs. C'est le moment où les valeurs apparaissent comme telles. Pour que les valeurs s'effondrent, il n'est pas besoin de les critiquer, il faut simplement que l'on voie que les idéaux ne sont que des valeurs, c'est à dire ne sont que ce qu'une volonté de puissance qualifie comme valeurs. Donc les valeurs s'effondrent parce qu'on s'aperçoit qu'elles ne sont que les effets - si l'on peut employer cette expression causale que Nietzsche aurait récusée - de la volonté de puissance, qu'elles ne sont que les masques, les idoles de la volonté de puissance. Il y a crépuscule des idoles parce qu'il y a découverte des valeurs.

Nous découvrons aujourd'hui que l'idéologie ne fonctionne plus que comme une idole, ou plus exactement qu'elle n'est que l'effet des volontés de puissance qu'elle sert. La crise actuelle des idéologies est tout simplement un moment très clair du nihilisme. Toutes les idéologies s'effondrent à partir du moment où elles sont analysables : la seule faiblesse que l'idéologie puisse admettre, c'est qu'on puisse la comprendre à partir de quelque chose d'autre qu'elle-même, à partir d'un extérieur. Cet extérieur, c'est la volonté de puissance.

La seconde conséquence est que si l'ensemble du monde se comprend en termes de volonté de puissance, tout peut être traduit en volonté de puissance. On dit aujourd'hui que l'Occident se demande si la troisième guerre mondiale est commencée, alors qu'il n'a pas compris qu'il l'a déjà perdue. Cette boutade, qui n'en est sans doute pas une, est une manière de dire qu'entre la paix et la guerre la différence n'est plus visible. Pourquoi ? Parce que cette différence supposait que

l'exercice de la force comme telle était réservé à la guerre. Nous assistons actuellement à une situation dans laquelle l'exercice de la force n'est pas réservé à la guerre au sens militaire du terme, mais s'exerce de multiples façons - économique, politique, idéologique, voire même par des forces spirituelles. Cette situation fait que tout, pour autant qu'il est rapporté à une volonté de puissance, devient une force. La volonté de puissance étant la volonté commune à toute réalité, toute réalité peut devenir l'exercice d'une puissance.

C'est la situation dans laquelle nous sommes. Ce que l'on appelle la mondialisation des problèmes n'est que l'épiphénomène de la réduction de toutes les réalités à cet ultime et unique dénominateur commun qu'est la volonté de puissance. Par conséquent, même ce qui était tenu auparavant pour inefficace - les forces spirituelles - intervient maintenant comme l'effet d'une volonté de puissance. La mondialisation des problèmes est donc le résultat de la réduction de toutes les réalités à la volonté de puissance, qui est elle-même une phase du nihilisme.

C'est pourquoi la situation dans laquelle nous sommes est une situation métaphysique très claire : c'est la situation décrite par Nietzsche qui disait dans un des premiers fragments de *La volonté de puissance* : « J'écris l'histoire des deux siècles à venir ». Nous sommes donc dans une situation que non seulement la philosophie, mais très précisément la métaphysique, peut aborder sans bavardage. La prise au sérieux de cette situation est la seule manière de situer les phénomènes qui sont décrits par ailleurs en termes d'économie, de géopolitique, ou de lutte idéologique.

● **Royaliste** : Depuis quelques années se développe une résistance au totalitarisme. Sur quoi se fonde-t-elle ?

Jean-Luc Marion : Il y a actuellement un point qui n'est pas du ressort de la philosophie : c'est l'évidence que les questions politiques



ne peuvent faire l'économie d'une analyse éthique ou morale, et même que l'analyse éthique ou morale est la vérité du jeu politique. Nous assistons à quelque chose de tout à fait curieux et qui est, je crois, moderne : on sait depuis qu'il y a des idéologies, c'est à dire depuis la Révolution française, que l'idéologie est un puissant moteur politique. Nous assistons en ce moment

BIBLIOGRAPHIE

Notre service librairie vous propose les deux principaux ouvrages de Jean-Luc Marion qui sont disponibles en écrivant au journal :

Sur l'ontologie grise de Descartes - Ed Vrin, 1975. Prix franco 70 F.

L'idole et la distance. Ed Grasset, 1977. Prix franco 58 F
Jean-Luc Marion collabore régulièrement à la revue bimestrielle *Communio* (28 rue d'Auteuil, Paris 16e - prix de l'abonnement annuel : 100 F)

à un effondrement des idéologies, ou plutôt à une connaissance des idéologies comme telles. Or cette problématique fait apparaître en même temps, dans la vie politique, des déterminations qui ne sont pas idéologiques. L'exemple le plus clair est celui des dissidents des pays de l'Est, et, plus généralement,

de tous ceux qui ont à affronter d'une manière ou d'une autre le totalitarisme en Occident. Dans tous les cas on constate que lorsque le totalitarisme est à son achèvement, c'est à dire en principe lorsqu'il est triomphant, les seuls qui peuvent lui résister sont ceux qui s'appuient sur ce que le totalitarisme doit éliminer - que l'on peut appeler l'âme, l'esprit, la morale, l'homme - qui n'a de nom dans aucune religion, et pourtant qui est commun à tous parce qu'il est à mon avis le noyau irréductible que l'idéologie ne peut pas prendre en compte.

● **Royaliste** : Quel est ce noyau irréductible ?

Jean-Luc Marion : C'est l'incompréhensibilité de l'homme. L'homme se définit en ce qu'il n'est pas définissable. Il faut faire très attention quand on dit cela. Parce que toute la modernité se définit par la renonciation à ce principe fondamental posé par Grégoire de Nysse : « *L'homme est à l'image de Dieu, Dieu est inconnu, donc l'homme est inconnaissable* ». Au contraire, on peut dire que la modernité est la tentative de définir un homme qui se connaît lui-même et qui, ainsi, peut rendre compte de lui-même. Tout le monde connaît l'homme atomique - soit l'homme économique, soit l'homme politique de Rousseau. Mais, en règle générale, que ce soit en biologie ou dans d'autres domaines la tentative est que l'homme puisse se considérer lui-même comme définissable

entretien avec jean-luc marion :

" l'homme se définit en ce qu'il n'est pas définissable "

pour lui-même, c'est-à-dire être à lui-même son propre objet. C'est là-dessus que l'idéologie s'appuie pour rendre compte de l'homme et, évidemment, produire un nouvel homme. Or nous assistons actuellement à l'irruption du fait que l'homme n'est pas connaissable. Ceci est expérimenté par les gens qui ont à vivre à leur façon la dialectique du maître et de l'esclave, c'est-à-dire à accepter de mourir pour témoigner que l'esprit est transcendant. Ce qui peut être vécu aussi bien par les croyants que par les incroyants, parce que c'est une constante de la nature humaine - pour autant que la nature humaine est inconnaissable - et c'est pourquoi la distinction entre croyants et incroyants est ici moins importante qu'il n'y paraît puisque dans les deux cas la transcendance est restaurée.

C'est aussi, actuellement, une découverte théorique malgré soi évidente. Evidente parce que dans le cas précis de l'effondrement des sciences humaines, ce qui est en cause n'est pas le sérieux des sciences humaines puisque, quoi qu'il arrive, les chercheurs continueront à travailler la sociologie, la psychologie, l'ethnologie; mais il y a une chose qui ne pourra plus fonctionner comme auparavant : c'est de considérer que l'objectivation du fait humain soit plus qu'une hypothèse théorique ou méthodologique et soit une thèse constitutive et dogmatique.

Actuellement nous assistons à la disparition dans les sciences humaines - et ce sera sans doute la condition de possibilité de leur développement scientifique - de l'hypothèse selon laquelle l'homme est un objet théorique. Ce qui est objet théorique dans l'homme, ce n'est plus l'homme. Un point c'est tout. Ainsi, la question qui se pose actuellement est celle d'une définition non-objectivée qui tienne compte de l'inconnaissable, et donc qui restaure le transcendant (ou le transcendantal ?) en l'homme : C'est à dire que l'homme ne puisse plus se considérer comme un objet pour lui-même. C'est la situation dans laquelle nous sommes, et c'est pourquoi l'idéologie peut être considérée comme attaquée. Nous sommes affrontés à la pauvreté de la définition de l'homme. L'homme est nu. Et c'est d'ailleurs ce que Nietzsche prévoyait quand il annonçait la troisième métamorphose, celle du lion et de l'enfant - l'enfant qui n'a pas de définition, à la limite ne parle pas, et commence à être l'innocence du devenir. Si l'homme est inconnu à lui-même, l'homme ne peut plus se réformer et agir sur lui, et donc l'homme se reçoit de ce qui n'est pas de lui.

● **Royaliste : Peut-on actuellement donner un avenir à la philosophie ?**

Jean-Luc Marion : Il est actuellement de très nombreuses définitions de l'avenir de la philosophie, y compris celle qui dit que la philosophie est morte. Mais dire que la phi-

losophie est morte est encore un discours philosophique; donc cela ne fait pas exception à cette règle.

Je voudrais proposer une définition beaucoup plus radicale du destin de la philosophie. Le destin de la philosophie, à mon avis, est au moins l'expérience de l'inconnu. Finalement, il y a deux manières de connaître. Il y en a une qui consiste à connaître des objets avec certitude; c'est le procédé des sciences. Mais la conséquence sérieuse de cette quête de la certitude est que le savoir n'est jamais acquis. Si nous cherchons à savoir avec certitude, plus une certitude est acquise, plus une nouvelle théorie est mise en place, plus cette nouvelle théorie va évacuer les théories précédentes. C'est-à-dire que le modèle scientifique exige à la fois la certitude des résultats qui n'est jamais mise en cause, et pour cela même la relativité des théories. La science n'est certaine qu'en vivant sa propre incertitude. C'est d'ailleurs toute la sève du travail scientifique : un scientifique est quelqu'un qui n'est certain de rien parce qu'il connaît des choses certaines. Et parce qu'il en trouve !

Que fait le philosophe ? Il y a la naïveté qui consiste à essayer de constituer la philosophie en une science rigoureuse. Naïveté admirable parce qu'elle peut permettre la philosophie analytique ou la logique formelle, mais naïveté tout de même, pour autant que l'on ne voit pas que le propre de la philosophie est au contraire de découvrir des apories. En effet, qu'est-ce qui demeure dans le savoir ? Ce qui demeure, ce qui ne pourra jamais changer, c'est la détermination des endroits où l'on a atteint à l'inconnu défini et définitif. Une grande philosophie est une entreprise qui, à un certain moment, bute sur une instance qui est de toutes façons incompréhensible : soit l'idée du Bien chez Aristote, soit l'idée d'infini chez Descartes, ou l'**actus purus** essendi chez saint Thomas, ou ce que Nietzsche nomme la volonté de puissance et qui n'a pas d'au-delà.

Une philosophie se définit par l'expérience, non seulement de l'inconnu, mais de l'inconnaissable. Et si on relit les textes philosophiques, c'est parce qu'on atteint ce que le philosophe a considéré comme le fondement, et qui est lui-même infondé. C'est à dire un inconnu. Et cet inconnu, il demeure. C'est à dire que si je relis Platon, je fais l'expérience de l'**idea tou agathou**. Si je relis Aristote, j'éprouve l'inconnu qui est la possibilité d'atteindre à l'étance

des choses qui sont contingentes : voilà un point qu'Aristote ne devait ni outrepasser ni résoudre. Et, justement, sur cette pensée impensable nous éprouvons un inconnu indépassable. La philosophie est la science de l'inconnu. C'est pourquoi toutes les petites philosophies sont des philosophies noncontradictaires qui n'ont pas d'aporie, tandis que les grandes philosophies sont celles qui ont une aporie. Et l'aporie, qu'est-ce ? C'est l'inconnu. Et l'inconnu qu'est-ce ? C'est la limite de la nature humaine. Et comme c'est la limite de la nature humaine, lorsque je connais l'inconnu, je connais la nature humaine. Je la connais comment ? En tant qu'elle n'est pas objectivable. L'expérience de l'inconnu, c'est le propre de la philosophie comme telle. Et c'est d'ailleurs pourquoi la philosophie a une fonction critique. Non pas au sens habituel, mais en ce sens qu'elle est une expérience de la limite. Elle a donc un statut de crise. Elle est la crise, c'est-à-dire le jugement, la séparation entre le connu et l'inconnu.

Revenons à une instance politique. Si justement la terreur résulte de l'idéologie, l'idéologie résultant de la possibilité d'un savoir totalitaire, si la philosophie apparaît comme l'expérience de l'inconnu, la philosophie a évidemment un rôle a-politique fondamental : non pas de relativiser de manière sceptique ou eclectique le savoir, mais de produire la limite, de produire l'inconnu. Dès lors, l'homme pourrait, peut-être, devenir ou redevenir ce qu'il est : celui qui habite l'Etre, donc aussi celui qui est habité par l'inconnu.

propos recueillis
Gérard Leclerc

A L'USAGE DES NON PHILOSOPHES

Aporie : aporie désigne une question sans issue, sans possibilité de résolution rationnelle. Ce n'est pas forcément l'échec de la pensée, ce peut être découverte d'une énigme ou rencontre du mystère.

Factus purus essendi : acte pur d'être. La notion d'acte pur repris par Saint-Thomas d'Aquin à Aristote constitue une approche métaphysique de Dieu.

L'idea tou agathou : l'idée du bien sommet de la contemplation.

redécouvrir colbert

Ines Murat descendante de Colbert fait un portrait certes sans complaisance de son ancêtre mais qui fait en bonne partie litière des injustes accusations trop souvent portées contre lui.

L'intérêt du livre d'Ines Murat réside dans le fait qu'elle retrouve des archives précieuses : des lettres de Colbert à Louis XIV écrites de 1661 à 1683 à mi-marge, l'autre partie de la feuille étant occupée par la réponse du roi.

Le ministre apparaît à travers cette correspondance comme un être singulièrement complexe. Cet arriviste s'efforça de caser sa nombreuse famille dans tous les postes-clefs de l'Etat et s'acharna contre Fouquet pour prendre sa place. Mais sa hargne contre ce dernier s'explique aussi par un réel souci de l'Etat et par la colère qui le saisit lorsqu'il apprit que le surintendant avait prévu par le plan de Saint-Mandé l'organisation d'une véritable révolte féodale pour le cas où l'on viendrait lui demander des comptes trop précis sur ses prévarications.

Colbert lui-même ne fut pas toujours désintéressé et collectionna terres et prébendes. Mais il se tuait au travail non pour faire une centralisation intempestive -thèse chère à Peyrefitte- mais simplement pour structurer cet agrégat informe de clans et de féodalités qu'était la France de 1661.

Un seigneur-brigand faisait-il trop parler de lui en Auvergne ? Il lui suffisait de changer de généralité pour être assuré de l'impunité. Quant aux partisans et aux traitants, ces financiers du XVIIe siècle qui levaient les impôts moyennant une forte commission, ils étaient de véritables sangsues. Colbert sut leur faire rendre gorge au point de pouvoir se permettre le luxe de diminuer les impôts pendant quelques années.

On a reproché à Colbert sa bureaucratie économique. Mais en

France, contrairement à ce qui se passait en Hollande ou en Angleterre l'aristocratie et même la haute bourgeoisie arrivée fuyait les affaires au profit des placements fonciers. L'Etat était obligé de stimuler par tous les moyens l'initiative privée voire de temps à autre de s'y substituer.

En réalité, le drame du colbertisme réside ailleurs : ce dirigisme eut à gérer la pénurie en période de ralentissement planétaire des échanges et de famine monétaire bien mises en évidence par Labrousse, Simiand et plus récemment Fernand Braudel. Reconnaissons toutefois que les conceptions économiques de Colbert étaient parfois sommaires et naïves.

Enfin, le livre d'Ines Murat nous fait découvrir l'amitié et la collaboration intelligente qui lièrent le Roi à son ministre. Colbert fut de facto un premier ministre in partibus pendant plusieurs années malgré la volonté contraire affirmée par Louis XIV. Celui-ci se reposait sur lui tout en suivant attentivement son action. En somme, ne rien faire, tout faire faire, ne rien laisser faire aurait pu être une devise louisquatorzienne. Le Roi eut en revanche tort de lui préférer cette brute bottée de Louvois à partir des années 1675.

En tout cas, la mort du ministre, en 1683, coïncidant avec la remariage de Louis XIV avec Mme de Maintenon et précédant de deux ans la révocation de l'édit de Nantes, marque le début du long automne de la monarchie louisquatorzienne.

Paul MAISONBLANCHE

Ines Murat -Colbert- Ed. Fayard. Prix franco 79 F.

le capitalisme aujourd'hui

L'étude du pouvoir financier fait apparaître la fameuse crise sous un jour nouveau, et les belles théories des manuels comme autant de contes bleus.

On célébrait autrefois l'entrepreneur capitaliste, et on savait par cœur les conditions de la concurrence pure et parfaite. Nous connaissons aujourd'hui un retour à ces théories libérales agrémenté de quelques formules «modernes». Le débat tournerait en rond si de jeunes économistes n'avaient pas dévoilé, derrière les descriptions classiques des mécanismes et le choc des doctrines, une toute autre réalité. Pour François Morin (1) comme pour Bertrand Bellon qui vient de publier une remarquable analyse sur «Le pouvoir financier et l'industrie en France» (2), nous vivons, sans nous en rendre compte, dans une économie dominée par les groupes économiques et financiers.

Le phénomène des groupes financiers n'est pas nouveau : «Rotschild» est un vieux mythe, en même temps qu'une solide réalité, et les historiens de l'économie ont établi depuis longtemps le rôle du capitalisme financier depuis un siècle et demi. Mais, comme dirait Giscard, il y a le «changement», la «crise», la «mondialisation», le «redéploiement». Ce qui est vrai. Pourtant, les bouleversements actuels ne détruisent pas le système capitaliste. La «crise» subie par certains peuples n'est que le signe de l'adaptation et du renforcement du système : en 1978, les profits accumulés aux Etats-Unis ont été supérieurs de 11% à ceux enregistrés avant 1974. Dans ce vaste mouvement, les groupes financiers tiennent une place essentielle, d'autant plus qu'ils entretiennent avec le pouvoir politique -qui a présidé à leur ascension- des relations très étroites. Je ne résumerai pas la brillante analyse de Bertrand Bellon, qui lui permet en particulier de dégager le concept d'ensemble financier, illustré par les exemples de Suez et de Paribas. Par la théorie économique, par l'étude historique, par l'analyse des liaisons financières, par la prise en compte d'un «facteur humain» généralement négligé, l'auteur montre le degré de

puissance auquel est parvenu, en une vingtaine d'années, le capital financier en France.

Une puissance qui n'est pas synonyme d'efficacité : destructeurs d'équilibres structurels nationaux et internationaux déjà fragiles, les groupes et ensembles financiers sont parmi les principaux responsables de l'inflation et du chômage, ne parviennent pas à résoudre tous les problèmes industriels et font de médiocres performances financières. Ce qui n'empêche pas ces groupes d'être comme des poissons dans l'eau de la



L'adversaire à un nom

société libérale avancée. Comme l'écrit Bertrand Bellon, la bourgeoisie financière «détient effectivement les pouvoirs essentiels dans l'industrie ou dans la banque; elle forme un monde étroit et occulte, partagé entre les affaires financières et politiques...

Cet adversaire n'est donc pas sans nom, ni sans visage. Il est essentiel de le connaître si on veut en débarrasser l'Etat, et libérer l'économie de groupes capitalistes pesants, dangereux et inutiles.

B. LA RICHARDAIS

(1) François Morin -La structure financière du capitalisme français- Ed. Calmann-Lévy. Prix franco 45 F

(2) Bertrand Bellon -Le pouvoir financier et l'industrie en France- Ed. du Seuil. Prix franco 74 F.

Si vite, après un départ fulgurant, une unanime louange, Karol Wojtyla serait-il devenu signe de contradiction ? Je pressentais comme un concert qui se construit, des murmures qui font une rumeur, des protestations d'abord prudentes qui deviennent à mesure plus virulentes, une chronique religieuse au « Monde » qui s'organise comme un plate-forme de la réaction. Mais ce n'est même plus un pressentiment : depuis l'affaire Hans Küng les grands mots sont brandis : l'inquisition, la question. Tout juste si on ne reproche pas à ce homme qui résista aux nazis et aux staliniens, son totalitarisme. Cela viendra bientôt. On peut voir dans ce reflux beaucoup de causes, bien des rancœurs et des désillusions. Il me paraît plus utile de comprendre le fond de la question. Comment des intellectuels, par exemple, se trouvent progressivement désorientés par le pape alors qu'ils avaient au départ le préjugé favorable, n'étant prisonniers d'aucune fureur progressiste ou intégriste.

Ainsi un jeune philosophe extrêmement brillant qui se signala il y a quelques années par un retour en force à une sorte de révolution spirituelle, seule façon d'éviter les totalitarismes politiques, m'écrivit à propos d'articles parus dans ce journal : « Quant au pape ! C'est votre manque de prudence qui m'afflige. Là encore, pourquoi ne pouvez-vous pas dire à temps une vérité que vous ne pouvez pas ne pas pressentir : que Jean-Paul II. est avant tout un homme d'ordre moral, un homme d'orthodoxie ? La condamnation d'Hans Küng -et quelle que soit la position de celui-ci- rappelle trop Vatican I. Clavel espérait, dites-vous, en lui. Mais Maurice avait construit, à partir de quelques déclarations, un espoir et une image qui se sont largement trouvés démentis : cela, nous ne pouvons pas le passer sous silence. ». Je ne suis pas sûr que notre interprétation de l'espoir de Clavel soit identique. Il me semble qu'il attendait de Karol Wojtyla deux choses. D'abord un retour absolu à la foi qu'il voyait se perdre depuis deux décennies dans un alignement sur le monde : « Vous n'êtes pas allés au monde. Vous vous êtes rendus au monde ». Ensuite un courage, proprement politique. Pour lui, l'avènement de ce pape signifiait la première défaite de l'esprit munichois. Aussi s'était-il inquiété de ses silences sur l'Amérique latine, le pressant de parler haut et fort. Sans doute, se serait-il inquiété comme André Glucksmann de son silence sur le Cambodge dans son discours à l'O.N.U.. Moi-même j'ai dit mon souci de cette prudence trop romaine.

A PROPOS DE HANS KUNG

Cela n'empêche pas que l'homme venu de l'Est, par sa seule personnalité, son passé, incarne la résistance spirituelle qui est le phénomène politique le plus important de notre temps, comme Jean-Luc Marion l'explique lumineusement dans ce numéro. Reste l'absolu de la Foi qui ne se sépare évidemment pas pour Clavel du courage politique. Déraperait-il en esprit d'orthodoxie ? Certains refusent même d'envisager la question. Je l'accepte d'autant mieux qu'elle me paraît centrale, se rapporte à une aporie liée au christianisme qui ne se dépasse qu'à l'intérieur du mystère chrétien. L'orthodoxie chrétienne n'a pas pour objet un sys-



par
gérard
leclerc

le signe de contradiction

tème, mais une personne. Elle requiert fidélité à cette personne et à sa parole. Cette fidélité implique une rigueur intellectuelle qui distingue la foi d'un sentimentalisme vaporeux. Elle s'applique aussi à un héritage qui s'identifie à la communauté chrétienne par laquelle il se transmet. La Foi ne peut donc être conçue de façon individualiste, elle est nécessairement reçue, et vécue en communauté. Clavel estimait qu'il ne savait réciter le credo qu'en profession de foi commune.

Donc la fidélité chrétienne a ses exigences, dont le pape est bien sûr comptable. Esprit d'orthodoxie ? Je ne puis oublier que Clavel nous avait dédié son « Ce que je crois », à Bertrand Renouvin et à moi, en le qualifiant de « brûlot d'orthodoxie ». Je n'ignore pas non plus combien l'esprit d'orthodoxie a pu à certains moments nuire à l'affirmation du Kerygme (1), comment il a façonné parfois des esprits secs plus à l'aise dans le maniement des syllogismes qu'à faire rayonner la charité. Est-ce une raison pour jeter le bébé avec l'eau du bain ? L'esprit d'orthodoxie précisément ne devient odieux que lorsqu'il se retourne contre la charité. Mais la charité elle-même perd sa consistance à renier la fidélité qui l'inspire.

Au demeurant, la Foi résulte d'un acte de liberté. Personne ne peut être contraint d'y adhérer. En revanche, personne ne peut se substituer à la communauté chrétienne (l'Eglise à travers le temps) pour dire le contenu du message. C'est pourquoi, il n'y a rien à attendre de Jean-Paul II comme concessions à l'arbitraire d'un chacun, se voulut-il théologien de génie. Et c'est se moquer du monde que de feindre de s'indigner des actes d'autorité qui sauvegardent la fidélité la plus centrale de l'Eglise. Atteinte aux droits de l'homme ? Comme si Hans Küng était bridé le moins du monde dans sa liberté d'homme. Il est libre de ne pas adhérer intégralement à l'héritage chrétien dans lequel il fait un tri singulièrement sélectif, mais qu'il ait alors

l'honnêteté de préciser que sa théologie est singulière et non catholique !

LIBERER L'HOMME INTERIEUR

S'il y a un malentendu, il sera de moins en moins possible. Qu'attendait-on de Karol Wojtyla quand il a été élu ? Pour l'immense majorité des croyants, un renouveau dans l'affirmation de la foi et d'une charité active. Aussi incontestablement pour l'immense majorité des hommes, croyants ou incroyants, l'affirmation de la liberté à l'encontre de tous les Goulags, contre tous les Auchwitz du passé et du présent. Je me demande bien en quoi Jean-Paul II a déçu l'attente qu'il avait fait naître. A moins justement de malentendus. Si l'on espérait une liquidation de la Foi par œcuménisme déliquescence ou libéralisme avarié, on n'est évidemment pas au bout des déconvenues.

Pour Karol Wojtyla, l'homme aussi bien que sa liberté n'ont de sens et de force qu'à travers le mystère révélé par le Christ. Cela a une conséquence imparable : aussi absolu sera-t-il dans sa défense des droits de l'homme, aussi absolu il sera dans l'affirmation du sens ultime de l'homme. La liberté n'a d'existence que par le surplomb tragique sans lequel elle n'est que caricature d'elle-même. Jamais Jean-Paul II ne se taira sur ce tragique et le choix nécessaire qu'il impose.

Déjà en 1976, le cardinal archevêque de Cracovie avait prêché la retraite de carême devant Paul VI en l'ordonnant sur le thème du signe de contradiction en référence à la prophétie de Syméon (en Luc 2.24) : « Vois, cet enfant doit amener la chute et le relèvement d'un grand nombre en Israël ; il doit être un signe en butte à la contradiction. » Karol Wojtyla avait alors montré que « même là où le Christ est accepté, il est en même temps rejeté en la vérité profonde de sa personne, de son message et de son Evangile. On voudrait le « refaçonner », l'adapter à sa mesure, c'est à dire à la mesure d'un homme vivant à l'ère du progrès et du programme de consommation des biens et non pas détermination des fins transcendantes » Ceux qui pensaient que Jean-Paul II pourrait garder dans une aimable parenthèse ces fins transcendantes continueront à tomber de haut. Mais c'est aussi pour cette raison que la pape sera de plus en plus lui-même signe de contradiction. Ceux qui saluent son combat pour les droits de l'homme accepteront-ils la signification qu'il leur donne ? Cette signification est pour lui dynamisme de la plus grande libération. Car ce qu'on cache obstinément depuis des années, par exemple que la civilisation moderne est la plus grande conspiration jamais ourdie contre la vie intérieure, il l'affirmera toujours plus fort. Est-ce si étonnant que les dissidents persécutés continuent à voir en lui leur véritable défenseur ? Eux ont payé pour connaître la grandeur et la vérité de la liberté qui s'identifie avec le mystérieux destin de la personne.

Gérard LECLERC

Karol Wojtyla -Le signe de contradiction- Communio/Fayard. Prix franco 35 F.

(1) Le kerygme, c'est à dire la proclamation du mystère de la Foi.

histoire de la vendée militaire

Les guerres de Vendée. La chouannerie. Si d'aventure l'on cherche dans un manuel d'histoire quelques précisions, on trouvera en quelques lignes que ce ne fût qu'une insurrection de paysans fanatisés par les nobles et les prêtres qui tourna rapidement court. L'histoire est faite par les vainqueurs ... C'est à rétablir la vérité historique que Jacques Crétineau-Joly, rédacteur en chef du journal royaliste «L'Hermine» consacra la plus grande part de sa vie. Interrogeant d'anciens chouans, compulsant de nombreuses correspondances, restées secrètes, de royalistes ou de conventionnels, il rédigea «L'histoire de la Vendée militaire» (1) œuvre monumentale et indépassable dont la réédition tant attendue vient d'être réalisée.

Rien ne prédisposait pourtant les populations de l'Ouest à se révolter contre la République. Bien plus, certains de ses futurs chefs : Cadoudal, Jean Chouan, Puisaye, avaient participé aux premières actions de la Révolution. Mais au lieu de la liberté promise, Vendéens et Bretons virent chaque jour des églises fermées, des prêtres proscrits, subirent des vexations continuelles. Des insurrections éclatèrent sporadiquement, vite écrasées dans le sang. C'est le décret pris par la Convention le 14 février 1793, décidant la levée en masse de 300.000 hommes qui mit le feu aux poudres. Aux jours fixés pour le tirage au sort des conscrits, des émeutes éclatèrent qui vont faire rapidement tâche d'huile. Se rappelant que «face à l'oppression, l'insurrection est le droit le plus sacré», ils n'acceptent pas de servir un gouvernement fondé sur la terreur. «La Vendée n'estima pas que la conscription et la caserne fussent des conquêtes de la liberté», écrit Bainville.

«UNE GUERRE DE GEANTS» (Napoléon)

Ici un garde chasse, Stofflet, là un voiturier-colporteur Cathelineau s'improvisent chefs de bande. Dans d'autres endroits ce seront les paysans qui iront chercher les nobles. D'Elbée, Bonchamps, Charette (2) se retrouveront ainsi, bon gré mal

gré à la tête des révoltés. Rapidement maîtres du pays, les insurgés, évalués à 80.000 hommes vont former «l'armée catholique et royale» qui pendant un an tiendra en respect les troupes de la République pour finir, après une virée en Bretagne, écrasée dans les marais de Savenay, le 23 décembre 1793.

Commence alors ce qu'il faut bien appeler le génocide de la Vendée. Carrier à Nantes (3), Turreau et ses colonnes n'auront rien à envier aux SS. Par un plan bien arrêté il s'agit de liquider la Vendée dans ses biens et ses habitants. Viols, pillages, meurtres, destructions en tous genres suivront le passage des colonnes surnommées «*infernales*». Selon le mot terrible de Michelet, «*On avait tué pour le péril, on tua pour la salubrité*».

CHOUANS MAIS PATRIOTES

La Vendée provisoirement éteinte, c'est la Bretagne, le Maine, la Normandie qui prennent la relève. Pratiquant la tactique de la guérilla, les chouans conduits par Cadoudal (4) dans le Morbihan, Frotté en Normandie, Jean Cottereau dit Jean Chouan (5) en Maine surprendront les convois des bleus. Attaquant et disparaissant soudainement ils porteront de sérieux coups aux troupes de Kléber, Hoche, Marceau. L'échec du débarquement de Quiberon en 1795 ralentira momentanément leurs actions

sans y mettre fin. En 1799 sous le Directoire en décomposition, l'insurrection générale est à nouveau déclenchée. Les principales villes de l'Ouest seront prises, reprises par les bleus ou les blancs en une guerre cruelle et sans merci. Napoléon, devenu entre temps premier consul puis empereur, s'occupera avec l'aide du général Hoche, à pacifier par la force ou par des mesures d'apaisement les provinces de l'Ouest. Transformés en soldats de Napoléon, les blancs défendront pied à pied le territoire de la France envahi par toute l'Europe. Napoléon exilé, Louis XVIII rentre à Paris sans que ceux qui avaient lutté pour son retour en soient récompensés. Crétineau-Joly parle même de «*l'ingratitude des princes*». Néanmoins lorsque Napoléon revient pour cent jours l'insurrection éclate à nouveau. Sol de Grisolles, successeur de Cadoudal en prendra la tête. Immobilisant les troupes du général Lamarque elle privera Napoléon d'unités qui auraient été déterminantes pour gagner Waterloo.

Cet intermède sanglant et funeste pour la France terminé, commence alors une ère de paix et de prospérité avec la Restauration. En 1832, la duchesse de Berry tentera bien de soulever la Vendée en faveur de son fils contre l'usurpateur Louis-Philippe, mais cette folle équipée se terminera dans les prisons de Nantes. La Vendée n'aspire plus qu'à une paix et un repos bien mérités.

ON A TOUJOURS RAISON DE SE REVOLTER

Que reste-t-il de cette épopée qui selon les estimations les plus prudentes fit, de part et d'autre, 600 mille morts. Des chansons que l'on fredonne le soir au coin du feu dont la plus célèbre reste «Monsieur de Charette». Des images : le jeune La Rochejaquelein à peine âgé de vingt ans bravant le danger à la tête



de ses paysans. Bonchamps mourant, faisant grâce à 2000 prisonniers bleus que la vindicte populaire condamnait déjà; Cadoudal quittant sa famille, sa fiancée, pour se mettre à la tête de ses chouans. Nous pourrions continuer l'énumération d'actes d'héroïsme qui furent quotidiens en cette guerre. Mais surtout il nous reste à travers les siècles cet enseignement que face à un pouvoir tyrannique quelle que soient les couleurs dont il se pare, on a toujours raison de se révolter. Les Vendéens y ont gagné leur honneur.

Hubert BOCQUILLON

(1) Jacques Crétineau-Joly -*Histoire de la Vendée militaire*- Ed. Librairie française - 4 volumes. Prix franco 370 F.

(2) Michel de Saint-Pierre -*Monsieur de Charette*- La Table ronde. Prix franco 63 F.

(3) G. Lenôtre -*Les noyades de Nantes*- Lib. Académique Perrin.

(4) J.F. Chiappe -*Georges Cadoudal ou la liberté*- Lib. Académique Perrin. Prix franco 74 F.

(5) Selon Crétineau-Joly, Chouan viendrait du surnom qui avait été donné à un de ses arrière grands parents parce que dans les réunions du village il se tenait à l'écart comme le chat-huant. Par extension il devint le nom donné à tous les insurgés Bretons et Normands.

journées royalistes

8 et 9 mars 19, rue blanche

LE PROGRAMME DEFINITIF DES JOURNEES ROYALISTES

Samedi 8 mars

10 h 30 - 12 h
14 h - 16 h 15

- Séance inaugurale
- Forums de discussion :
 - Quelle politique étrangère pour la France face aux impérialismes
 - Le libéralisme dénoncé ou la société industrielle mise à nu
 - La pensée de Maurice Clavel

16 h 15 - 18 h 30

- Des personnalités témoignent : «Le comte de Paris et la monarchie.», avec Pierre Boutang, Marcel Jullian, Roger Pannequin, Luc de Goustine, Olivier Germain-Thomas.

19 h - 21 h 30
à partir de 22 h

- Bars, buffets, repas froids.
- Fête : chansons, musique, poésie, bar permanent.
(attention : la fête aura lieu dans un local différent de celui des Journées (mais dans le même quartier) l'adresse et le plan pour s'y rendre seront fournis dans la pochette documentaire remise à tous les participants.

Dimanche 9 mars

10 h 30 - 12 h 30
14 h 30 - 16 h

- Présentation d'une synthèse du travail des cellules.
- Débat : «Réponses à la crise».
Avec Michel Jobert, Philippe de Saint Robert, Roger Garaudy, Jacques Thibau.

16 h - 17 h

- Débat entre la salle et les dirigeants de la N.A.R

Et tout au long des deux journées : stands, animation vidéo, buffets, bars, etc.

● Alpes-maritimes deux réunions d'information auront lieu l'une à Cannes le jeudi 20 mars de 19h à 20 h30, l'autre à Nice le jeudi 27 mars de 19h à 20 h30. Au cours de ces réunions, les responsables locaux de la N.A.R. répondront à tous les questions que nos lecteurs ou sympathisants peuvent se poser. Tous renseignements sur ces réunions en écrivant à N.A.R B.P. 659 - 06012 Nice Cedex.

questions d'intendance

La souscription que nous avons lancée il y a un mois et demi a presque atteint son objectif. Nous nous étions fixé un budget de 30.000 F pour faire face aux dépenses de propagande exceptionnelle, pendant la durée des émissions du Prince, et votre générosité nous a fourni, à ce jour,

un peu plus de 26.000 F. Nous vous demandons un dernier effort pour nous procurer les 4.000 F restant. Ce n'est plus beaucoup mais c'est indispensable à l'équilibre de notre budget. Adressez vos dons à l'ordre de Royaliste

C.C.P. 18 104 06 N Paris.

SOUSCRIPTION : 2e LISTE

G. Girieu 10 F. Anonyme Bruxelles 100 F. Mlle Lacour 10 F. Anonyme Castres 40 F. de Preux 100 F. Hadjadj 12 F. F. Millet 100 F. P. Arvis 115 F. P. Amiard 125 F. M. Veyrenc 200 F. Mme David Wiart 20 F. Anonyme Yvelines 50 F. H. Houzet 500 F. J.P. Cretenet 20 F. Anonyme Le Caire 230 F. E. Ozenne 100 F. E. Valin 50 F. Anonyme Var 100 F. Ph. Labarriere 60 F. G. Bollut 20 F. Eoche Duval 84 F. P. Mercier 60 F. J. Durand 50 F. C. Goulinet 20 F. Anonyme Landes 26 F. M. Billotte 100 F. Y. de Prunelé 500 F. A. Lazine 400 F. J.F. Trischler 100 F. Anonyme Bordeaux 30 F. Bréjon de Lavergnée 10 F. H. Troussat 20 F. Anonyme Nantes 24 F. D. Renault 57 F. Un harki 20 F. Vaironneau 15 F. Dr Stefani 100 F. A. Fincato 50 F. L. de Bentzmann 100 F. An. Le Havre 10 F. Saverot 50 F. D. de Lafforest 300 F. Frob. Blois 50 F. J.P. Lamy 60 F. J. Soumagne 100 F. Villaume 10 F. D. Gestat de Garambe 100 F. D. Mermoud 114 F. G. Bosc 50 F. Van Lierde 100 F. M. Paris 100 F. P. Louis 10 F. J. Cornu 200 F. Pepin 20 F. Houx 76 F. J.M. Tissier 50 F. M.Mme Tissier 10 F. J.M. Lack 300 F. de Tremeuge 29 F. Dracacci 22 F. J.F. Maurel 200 F. C. Frater 40 F. Mme Bex 50 F. An. Haut Rhin 10 F. de Roquencourt 110 F. M. Firouz 150 F. P. Le Chevallier 50 F. F. Rebetz 2500 F. F. Grélard 600 F. A. Gaucheron 350 F. A. Barrault 1250 F. L. Pierre 400 F. M. Joseph 150 F. J. Muston 1000 F. J. Kissin 40 F. A. Hilly 800 F. J. Chazal 120 F. J. Bovis 140 F. B. Neyriol 400 F. F. Fleury 350 F. B. Lebriez 180 F. R. Torchet 320 F. J. Beaume 1000 F

Total de cette liste : 15 930 F
Total général : 26 297 F.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

Tout augmente : les prix de détail comme les tarifs des services publics, le crédit à la consommation comme le prix des appartements qui atteint, dans les grandes villes, des chiffres considérables. En janvier dernier, le taux d'inflation approchait les 2%, ce qui laisse présager un bilan particulièrement désastreux en fin d'année. Or que dit, que fait le gouvernement ? Au début de l'année, annonçant de nouvelles augmentations de produits pétroliers, M. Barre s'en est tenu à l'explication, simple mais fautive, qu'il n'a cessé de nous donner depuis des années : tout vient de l'augmentation du prix du pétrole, qui doit être répercutée sur les prix intérieurs, afin que la facture pétrolière puisse être réglée.

LE COUP DU PETROLE

Il faut répéter que cette thèse est une imposture. S'il est vrai que le prix du baril de pétrole a augmenté en valeur nominale, son coût réel a baissé entre 1974 et 1979 sous l'effet conjugué de la chute du dollar et de la hausse des produits industrialisés exportés par l'Occident. C'est ce que démontre Philippe de Saint Robert dans son dernier livre : «le coût du pétrole livré à la France a diminué de 15% entre 1974 et 1979, pour ne retrouver qu'en 1979 un prix dépassant (de 13%) la valeur marquée en 1974» (1).

La fameuse facture pétrolière (mais à propos laquelle ? Il y a sept modes de calcul différents de cette facture ...) n'a donc pas eu l'incidence catastrophique qui est complaisamment décrite. D'ailleurs, la République fédérale allemande, dont l'exemple fascine tant nos dirigeants, absorbe sans difficulté l'augmentation des produits pétroliers : le taux d'inflation n'y a été que de 6% en 1979 (contre 11,5% en France) et le litre de «super» y coûte 2,60 F (contre 3,35 F dans notre pays). Pourquoi ces différences, alors que le prix du pétrole est le même pour tout le monde ?

Le «choc pétrolier» est en réalité une mauvaise excuse, présentée par un gouvernement qui ne veut pas maîtriser l'inflation. Car l'incidence de la facture pétrolière sur le niveau général des prix ne peut à elle seule justifier les mauvais résultats de 1979. En effet, l'INSEE a calculé qu'une augmentation de 10% des prix du pétrole brut entraînait une hausse de l'indice des prix à la consommation de 0,2%. Par conséquent, en 1979, les hausses de pétrole n'ont représenté que 1,5% du taux général de l'inflation (11,5%). Pour l'essentiel, le mouvement général de hausse des prix ne peut être expliqué par le pétrole. D'autres facteurs



par
bertrand
renouvin

la «crise» n'est pas fatale

interviennent, tels que la hausse des produits industriels désormais libérés (+13% en 1979), l'augmentation des tarifs publics (+14,8% l'année dernière soit 2% du taux global d'inflation), l'accroissement de la masse monétaire et l'aggravation du déficit budgétaire (35 milliards en 1979, au lieu de 15 milliards annoncés).

UNE POLITIQUE ANTI-SOCIALE

Comme à l'accoutumée, les milieux officiels feront valoir que l'inflation est un phénomène mondial auquel la France ne peut échapper. Il est vrai que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Italie ont connu en 1979 des taux supérieurs au nôtre. Mais là encore l'excuse est trop facile, puisque des pays industrialisés comme l'Allemagne et le Japon parviennent à maîtriser les mouvements de leurs prix. Les causes de la crise économique sont donc à rechercher en France, et plus particulièrement dans la manière dont le gouvernement conçoit et conduit sa politique économique.

Il est possible de voir dans le sombre bilan de la gestion gouvernementale le résultat de l'incompétence, de l'aveugle-

ment et de l'extraordinaire suffisance dont fait preuve le Premier ministre. Pour notre part, nous n'avons cessé d'y voir une volonté délibérée d'opérer un «changement» profond de nos orientations économiques, qui conserverait cependant les privilèges et les intérêts d'une classe sociale bien définie. Cela signifie que :

— le gouvernement ne luttera jamais sérieusement contre l'inflation parce que l'Etat tire profit de la hausse des prix, par le biais de la fiscalité pétrolière évidemment (les taxes représentent 60% du prix actuel de l'essence), mais aussi parce qu'il rembourse à bas prix les emprunts qu'il fait et parce qu'il prélève chaque année un impôt occulte sur l'épargne des Français.

— le gouvernement ne luttera jamais sérieusement contre le chômage, parce qu'il existe une relation étroite entre le nombre des chômeurs et la tranquillité sociale.

— contrairement aux promesses qu'il avait faites, le gouvernement ne défendra pas le pouvoir d'achat des salariés, en dépit des aumônes consenties aux catégories les plus défavorisées. C'est ce que M. Barre a clairement laissé entendre en février et, de fait, entre octobre 1978 et octobre 1979, le pouvoir d'achat des salariés du secteur privé a baissé (entre 0,3% et 2,6%) tandis que celui des fonctionnaires diminuait de 1,3% en 1979.

Si l'on ajoute à cela le mauvais coup qui se prépare contre la Sécurité Sociale, ou encore le ralentissement de la politique du logement (on a construit moitié moins de logements sociaux qu'il y a quatre ans) force est de conclure que la politique actuelle est délibérément anti-sociale. Ce sont les petits salariés et les fonctionnaires qui sont les principales victimes de la hausse des prix de détail, du renchérissement du crédit à la consommation, de l'augmentation brutale des loyers, des charges, et du prix des appartements. En revanche, la crise n'existe ni pour les bénéficiaires de revenus non-salariaux, ni pour les gros spéculateurs, ni pour les groupes financiers, ni pour les sociétés multinationales -pétrolières en particulier.

Jusqu'à présent, le Pouvoir a réussi à persuader les Français qu'il s'agissait là d'une fatalité. On voit qu'il n'en est rien. La «crise» n'est pas fatale. Ni, si nous le voulons, la réélection de M. Giscard d'Estaing.

Bertrand RENOUVIN

(1) Philippe de Saint Robert -Dieu que la crise est jolie- Ed. Ramsey. Prix franco 43 F.